

Demain l'Europe : vision française, vision allemande

La séquence est animée par Frédéric FERRER, journaliste, consultant et enseignant à l'ESCP Europe.

Bruno LE MAIRE, ministre de l'Economie et des Finances, souligne d'abord les succès économiques français engrangés depuis deux ans. Le chômage est au plus bas depuis dix ans et 500 000 emplois ont été créés par les entreprises depuis 2017. La France a même créé 30 000 emplois industriels en deux ans et l'investissement des entreprises est dynamique. La France est même devenue le pays le plus attractif de la zone euro. Son ambition est désormais de devenir la première puissance économique en Europe.

Ces résultats tiennent aux transformations profondes engagées, sous l'impulsion du président de la République et du Premier ministre, sur le modèle français (réforme du marché du travail, diminution des charges, réforme de la formation professionnelle et de l'assurance chômage, développement de l'attractivité de Paris et de la France, etc.). Ils sont aussi le fruit de l'audace des entrepreneurs et de leur esprit d'entreprise, qui constituent une composante du génie français.

Pour autant, il faut rester lucide quant au chemin qu'il reste à parcourir. Le taux de chômage français (8,5 %) et constitue le taux le plus élevé des trois principales puissances économiques européennes. Pour continuer de le faire diminuer et atteindre un taux de 7 % à la fin du quinquennat, Bruno LE MAIRE affirme que les entreprises peuvent compter sur la visibilité et la stabilité de la politique économique conduite par le pays. Le gouvernement mène une politique de l'offre et poursuivra en ce sens, car il y a là une condition du rétablissement économique français, souligne Bruno LE MAIRE.

Parmi les domaines dans lesquels il faut agir figure l'innovation, au regard de laquelle la France se situe « dans le milieu » du classement mondial, ce dont nul ne peut se satisfaire. Elle doit devenir la grande puissance européenne d'innovation au 21^{ème} siècle. Il y a là un enjeu de souveraineté et d'indépendance. La révolution technologique en cours produit des vainqueurs et des vaincus. Il y a ceux qui investissent, qui maîtriseront l'intelligence artificielle ou les biotechnologies, et les nations qui ont renoncé à l'innovation et à la souveraineté technologique. Bruno LE MAIRE veut que la France fasse partie des vainqueurs au 21^{ème} siècle. C'est notamment ce qui a conduit à sanctuariser le crédit impôt recherche.

La France a également décidé de clarifier le rôle de l'État dans l'économie française. Celui-ci a par exemple vocation à investir dans l'innovation et dans la technologie, non à se comporter en rentier en bénéficiant de dividendes tirés d'entreprises publiques. Les débats que suscitent les privatisations sont légitimes mais ils doivent se fonder sur des faits, au bénéfice de la puissance économique de la Nation. C'est dans cet esprit que les épargnants français pourront participer à la privatisation de La Française des Jeux. Plus largement, les efforts de digitalisation de l'industrie et des PME françaises doivent se poursuivre, de même que l'effort de rattrapage du retard de la France en matière de robotisation.

Après celui de l'innovation, le deuxième défi stratégique est celui de la compétitivité coût de la France. Bruno LE MAIRE ne croit pas que tout soit réglé à cet égard, même si beaucoup a été fait – notamment à travers la transformation du CICE en allègement de charges. Il demeure en effet le

chantier important des impôts de production. Ceux-ci (3,6 % de la valeur ajoutée en France, contre 0,5 % en Allemagne) sont trop élevés et désavantagent les entreprises françaises. Bruno LE MAIRE propose que les entreprises et l'État s'emparent de cette question dans le cadre du pacte productif.

La France doit faire mieux, enfin, du point de vue de sa politique industrielle. En vingt ans, la part de l'industrie dans la richesse nationale française est passée de 15 % à 10 %. Elle est restée au niveau de 20 % en Allemagne. Bruno LE MAIRE voit là une trahison de la culture industrielle française et de tous ceux qui se sont battus pour l'industrie nationale. Il faut réhabiliter l'industrie et la culture industrielle aux yeux des nouvelles générations. Le succès populaire de la BPI et de son « French Fab Tour » doit à cet égard être salué.

Il faut aussi s'accorder quant à la vision à long terme que le pays souhaite se donner pour son industrie. Tel est l'objet du pacte productif 2025, à la définition duquel les entreprises sont vivement invitées à contribuer.

L'environnement économique international est compétitif et brutal. Les relations économiques se sont durcies, à l'image du conflit qui oppose la Chine et les Etats-Unis, différend dont Bruno LE MAIRE se dit convaincu qu'il ne fera que des perdants. Face aux grandes incertitudes qui prévalent, il faut mettre à bas les dogmes économiques du 20ème siècle, estime le ministre de l'Economie, y compris une certaine vision de la concurrence (du moins celle qui a conduit la Commission européenne à refuser la fusion entre Alstom et Siemens) ou du libre-échange. Celui-ci implique des règles et la réciprocité entre les Nations. De même, la France est décidée – comme l'Allemagne – à utiliser pleinement l'instrument que constituent les aides d'État et entend consacrer 2 milliards d'euros, notamment, pour le financement de batteries européennes destinées aux véhicules électriques. Bruno LE MAIRE propose d'agir selon le même principe, avec la même ambition, en matière d'intelligence artificielle. Il dit ne pas comprendre pourquoi l'Europe se croit faible, alors qu'elle est forte, et pourquoi elle persiste à ne s'envisager que comme une puissance économique alors qu'elle est également une puissance politique.

La politique monétaire touche, dans l'environnement actuel de taux bas, les limites de son efficacité. Cet environnement de taux bas est utile aux particuliers et aux entreprises mais les taux bas présentent aussi des inconvénients majeurs, en faisant perdre à l'industrie financière (800 000 emplois en France) une grande partie de la rentabilité de son activité, ce qui peut pénaliser, à terme, les ménages les plus modestes. Il ne peut s'agir d'une boussole et les nations européennes doivent au contraire susciter des propositions nouvelles pour la croissance économique de la zone euro. Bruno LE MAIRE rappelle avoir fait de nombreuses propositions en ce sens, en plaidant notamment pour un pacte de croissance responsable, qui passe par le rétablissement de l'équilibre des finances publiques dans les Etats où ce rétablissement est nécessaire, et par des réformes en profondeur, à l'image de celles qu'a engagées la France, sans oublier une action publique volontariste en faveur de l'innovation.

Le capitalisme doit changer. Il doit respecter les ressources naturelles, conjuguer la recherche de la compétitivité et la lutte contre le changement climatique. Il doit également affirmer son souci de justice et d'équité. Il doit enfin donner du sens à son activité. « Nous ne pouvons rien sans vous », souligne Bruno LE MAIRE à l'intention des chefs d'entreprise. La France a tout pour réussir au 21^{ème} siècle, conclut-il.

Saluant son ami personnel Bruno Le Maire, Peter ALTMAIER, ministre allemand de l'Economie et de l'Energie, assure que le ministre français de l'Economie est, après Emmanuel Macron, l'homme politique français le plus populaire en Allemagne, du fait notamment de sa parfaite maîtrise de la langue de Goethe et de la très bonne compréhension qui a toujours existé entre Bruno Le Maire et ses interlocuteurs outre-Rhin.

Se disant un fervent partisan de l'amitié franco-allemande, Peter ALTMAIER souligne que la défense du modèle social européen passe par le renforcement de ses fondements économiques. C'est grâce aux entreprises qu'une croissance économique remarquable a pu être constatée en Europe au cours des dix ou quinze dernières années. La France et l'Allemagne se sont toujours efforcées d'apprendre l'une de l'autre, plutôt que de se donner des leçons, et Peter ALTMAIER salue les résultats des réformes importantes mises en œuvre en France. Il faut défendre le modèle économique européen et le multilatéralisme, comme le font avec constance le président de la République français et la Chancelière allemande. Les acteurs économiques doivent tous être

soumis à des règles du jeu équitables au plan mondial et il est du devoir des dirigeants politiques européens de protéger les entrepreneurs contre les pratiques contraires à ces principes qui peuvent avoir cours ailleurs dans le monde. A cet égard, l'Europe a un rôle très important à jouer. Ses efforts de conviction sont parfois à déployer au sein même de l'Union, comme le montre le dossier du projet de fusion entre Alstom et Siemens. La France et l'Allemagne ont plaidé côte à côte, vis-à-vis de leurs partenaires au sein de l'Union, pour une nouvelle compréhension des règles de la concurrence. Peter ALTMAIER se dit également convaincu que le nombre d'emplois qui seront créés par l'innovation est beaucoup plus élevé que le nombre actuel d'emplois en Europe, même s'il n'y a aucun automatisme de remplacement des uns par les autres. Il faut donc une politique industrielle proactive, les petites et grandes entreprises ayant un intérêt convergent pour l'investissement de l'État en ce sens.

Il est d'ailleurs plus difficile de convaincre les entrepreneurs allemands que les entrepreneurs français de cette nécessité, note le ministre allemand de l'Economie. L'Allemagne est résolue à œuvrer pour améliorer les conditions de croissance en Europe et réduire encore son taux de chômage (qui avoisine actuellement 4 %). Peter ALTMAIER ne doute pas que la France emprunte le même chemin, car la France est un pays jeune en matière d'économie, observe-t-il. La France, l'Allemagne et l'Europe ne produiront jamais les batteries les moins chères du monde mais elles peuvent produire les meilleures batteries du monde, et ce raisonnement peut s'appliquer à de multiples produits.